

50 Gramm. Inländische Briefe bis 50 Gramm betreffen rund drei Viertel des gesamten Volumens der Briefe aus der Schweiz. Davon sind 44 Prozent der Briefe 20 Gramm schwer oder leichter.

In der Schweiz bezahlt der Konsument im europäischen Vergleich einen der höchsten Tarife für Briefe bis 20 Gramm. Nur in Norwegen, Finnland und Dänemark bezahlt der Kunde noch etwas mehr. Die hohen Tarife sind wiederholt durch die Postregulationsbehörde gerügt worden. Diese hohen Tarife stehen im Gegensatz zu den von der Post im Bereich der Grundversorgung erzielten Gewinne. Die Grundversorgung ist ein gutes Geschäft. Die Gewinne der Post in diesem Bereich betrugen, kumuliert während der letzten sechs Jahre, 4,6 Milliarden Franken oder im Durchschnitt 770 Millionen Franken pro Jahr. Die Gewinne aus dem Monopolbereich allein betrugen pro Jahr über 200 Millionen Franken.

Die hohen Tarife stehen auch im Gegensatz zum Abbau der Grundversorgungsqualität der Post. Die Zahl der Briefkästen wird reduziert, die Briefkästen werden früher im Tagesverlauf geleert, und die Zustellung der Post an die Kunden erfolgt zu einem späteren Zeitpunkt des Tages. Dies alles ist eine Verschlechterung des Service public der Post. Der Hauptauftrag der Post lautet nicht Gewinnmaximierung, sondern Service public. Dies ergibt sich aus dem Verfassungsauftrag ganz klar. In Artikel 92 der Bundesverfassung heisst es: «Der Bund sorgt für eine ausreichende und preiswerte Grundversorgung», und in Artikel 2 des Postgesetzes steht, dass die Post ihre Dienstleistungen «in allen Landesteilen ... in guter Qualität und zu angemessenen Preisen» anbieten muss. Die aktuelle Entwicklung der Post geht in die entgegengesetzte Richtung.

Ich bitte Sie, mit meiner Motion korrigierend einzugreifen und den Bundesrat zu beauftragen, die Posttarife im Monopolbereich zu senken.

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Im Rahmen der Berichterstattung zum Geschäftsjahr 2009 hat sich ja gezeigt, dass die Post zu den günstigeren Anbietern von Briefprodukten gehört. Bei diesem Vergleich anhand eines Warenkorbes, welcher A- und B-Post-Briefe von 0 bis 1 Kilogramm umfasst, belegt die Schweizer Post Rang 5 der 15 wichtigsten europäischen Vergleichsländer. Von daher ist es jetzt auch nicht unbedingt zutreffend zu sagen, diese Preishöhe sei unerträglich. Wir haben dies auch im Rahmen der Jahresberichterstattung 2009 bestätigt, wonach die Gewinne der Post für den Aufbau ihres eigenen Eigenkapitals, dann für die Sanierung der Pensionskasse und auch für die Gewinnablieferung an den Bund benötigt werden.

Wir werden morgen dann über die Totalrevision der Postgesetzgebung sprechen. Die Post soll sich, nach Auffassung des Bundesrates, für die kommende Marktöffnung fit und bereit machen und braucht da auch ein gewisses Polster.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominativ; Beilage – Annexe 08.3562/4507)

Für Annahme der Motion ... 50 Stimmen

Dagegen ... 96 Stimmen

08.3560

Postulat Rime Jean-François. Gotthard-Sanierung mit Vorschlag für den Bau einer zweiten Tunnelröhre

Postulat Rime Jean-François. Assainissement du Saint-Gothard. Construction d'un second tube routier

Einreichungsdatum 01.10.08

Date de dépôt 01.10.08

Nationalrat/Conseil national 22.09.10

Rime Jean-François (V, FR): Je vous prie de m'excuser d'être en retard pour traiter ce postulat, mais vous comprendrez qu'aujourd'hui j'ai vécu une journée un petit peu particulière.

Je crois que l'affaire de l'assainissement du tunnel routier du Saint-Gothard est un problème très important. Il l'est pour les Tessinois, pour toute la Suisse, et même pour l'Europe – je dis cela à l'intention des gens qui pensent que la Suisse devrait devenir membre de l'Union européenne. Je crois donc qu'il serait intéressant et très important que le Conseil fédéral prenne position et nous propose des solutions pour l'assainissement de ce tunnel routier.

On sait naturellement qu'il y a l'initiative des Alpes, on sait qu'il y a certaines contraintes, mais je crois qu'on ne peut pas avoir une autoroute à quatre ou six voies entre le nord de la Suède et le sud de l'Italie avec un goulet d'étranglement au Saint-Gothard. Je pense d'ailleurs aussi que, même si on devait attendre 2019 ou 2020 pour assainir ce tunnel, on peut encore avoir des accidents ou d'autres problèmes – on en a déjà eu – chez nous ou au Mont-Blanc.

Par ce postulat, je demande au Conseil fédéral de nous faire des propositions concrètes pour trouver des solutions. Cet été, les embouteillages et les problèmes ont été plus nombreux; l'année prochaine, ils seront certainement encore plus importants. Je crois qu'il ne s'agit pas là d'idéologie; il s'agit vraiment de trouver des solutions pratiques.

Je vous demande de soutenir ce postulat.

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Wir sind daran, die Sanierung des Gotthardtunnels vorzubereiten, das heisst, Varianten dafür auszuarbeiten, wie die Sanierung so durchgeführt werden kann, dass der Verkehr zwischen Nord und Süd immer noch funktioniert. Da gibt es verschiedene Varianten; eine Variante ist eine zweite Röhre. Aber – diese Einschränkung muss ich mit aller Klarheit machen – falls diese zweite Röhre infrage käme, dürfte sie nicht zu einer Kapazitätserweiterung führen, weil das gemäss Bundesverfassung ausgeschlossen ist.

Wir könnten also sagen: Ja, eine zweite Röhre – wobei dann beide Röhren einspurig wären –, eine richtungsgetrennte Verkehrsführung erhöht die Strassensicherheit. Das steht ausser jeder Diskussion. Zu einer Kapazitätserweiterung dürfte es aber aufgrund des Alpenschutzartikels nicht kommen; darüber haben die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger dieses Landes abgestimmt. Dazu, ob eine solche Lösung, eine zweite Röhre zur richtungsgetrennten Verkehrsführung, dann aber effektiv infrage kommt, mache ich ein ganz grosses Fragezeichen; es gilt, später darüber zu entscheiden. Es zeichnet sich nämlich ab, dass diese Lösung sehr, sehr teuer und andere Lösungen für die Sanierung und gleichzeitige Aufrechterhaltung der Kapazität günstiger wären.

Rime Jean-François (V, FR): Monsieur le conseiller fédéral, je vous remercie pour votre réponse et je l'accepte tout à fait. Je crois que c'est ce que je demande par mon postulat, à sa-

voir qu'on nous dise ce qu'amènerait et ce que coûterait un deuxième tube routier et quelles sont les autres solutions. J'attends aussi du canton du Tessin et des autres cantons concernés qu'ils abordent la question.

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Ja, ja; also nochmals: Das wird in diesem Bericht alles drin sein.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 08.3560/4506)

Für Annahme des Postulates ... 90 Stimmen

Dagegen ... 56 Stimmen

08.3597

Motion Leuenberger Ueli. Kühlschränke und Gefriergeräte in den Läden

Motion Leuenberger Ueli. Frigos et congélateurs dans les magasins

Einreichungsdatum 02.10.08

Date de dépôt 02.10.08

Nationalrat/Conseil national 22.09.10

Leuenberger Ueli (G, GE): Par ma motion, je demande au Conseil fédéral de prendre toutes les mesures nécessaires afin que cesse enfin dans les supermarchés et épiceries la surconsommation d'énergie due aux pertes des meubles réfrigérants, en particulier les congélateurs-bahuts et les réfrigérateurs dépourvus de couvercles ou portes.

Le problème est assez évident. Si vous faites vos courses dans certains magasins, vous voyez que ces congélateurs, ces bahuts ne sont malheureusement souvent pas équipés de couvercles. Les pertes d'énergie sont énormes, et le Conseil fédéral est tout à fait d'accord avec cette problématique de la perte d'énergie et sur le fait qu'on devrait prendre des mesures. Par ailleurs, dans sa réponse, il mentionne le Programme de recherche Technologies et utilisations de l'électricité de l'Office fédéral de l'énergie, qui va tout à fait dans la direction de ce que je demande.

Donc, si le problème est reconnu, je ne peux pas être d'accord avec la réponse du Conseil fédéral selon laquelle il n'est pas possible d'agir maintenant ou il n'y a pas nécessité d'agir. Un des arguments est que la Suisse n'a pas de fabricants de telles installations et que, pour cette raison-là, il serait difficile voire impossible d'imposer des mesures.

Je pose la question: les magasins qui sont équipés actuellement ont bien des systèmes, n'est-ce pas? Il y a bien des entreprises qui les livrent. Par ailleurs, il y aurait même certainement, au niveau de l'innovation d'entreprises performantes en Suisse, des entreprises qui pourraient faire le nécessaire en vue de créer des équipements pour de telles installations.

On dit que la nuit tous les chats sont gris; vous dites qu'il est très difficile, voire impossible d'aller faire des contrôles pendant la nuit. Je ne demande pas des brigades de nuit spéciales qui aillent visiter ces magasins le soir. Il suffit d'y aller la journée et de voir si les équipements existent. Tout le reste, c'est de l'information et de la formation du personnel pour que le soir, comme on ferme à clé les portes du magasin, on ferme aussi toutes les portes et couvercles qui existent.

Je suis de l'avis que si la volonté existe, il est possible de trouver des solutions. Vu que le Conseil fédéral reconnaît qu'il y a un problème, je ne comprends pas pourquoi il veut attendre de voir si l'Union européenne prendra des mesures pour envisager éventuellement d'adapter notre législation,

d'autant plus que des responsables de grands magasins, parmi les plus grands détaillants en Suisse, m'ont affirmé qu'ils prenaient toute une série de mesures et que c'était relativement simple de les prendre. Pour le reste, je n'imagine pas non plus que vos brigades aillent tout de suite imposer de nouvelles prescriptions à tout le monde. Mais si on n'agit pas maintenant, si on ne prend pas des mesures maintenant, des années passeront avant qu'on agisse dans ce domaine.

J'aimerais bien que vous adoptiez cette motion pour que le Conseil fédéral et l'administration fédérale poursuivent l'examen de ce problème afin de trouver des solutions.

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Ich danke Ihnen für die Motion – einfach auch deswegen, weil damit wieder öffentlich diskutiert werden kann, was für eine ungeheuerliche Energieverschwendung durch die offenen Kühl- und Gefriergeräte entsteht. Es ist richtig: Man sollte hier dringend Abhilfe schaffen. Bereits heute wird die Forderung von vielen Unternehmen des Detailhandels aus eigenem Interesse durchaus erfüllt, weil sie nämlich so auch die unmittelbaren Stromkosten senken können.

Wir müssen allerdings feststellen – wir haben im Bundesrat darüber diskutiert –, dass wir eine Vorschrift einführen, die dem Cassis-de-Dijon-Prinzip widersprechen würde. Wir müssten also eine Ausnahme beschliessen. Das könnte man tun; wir haben es ja in einigen Bereichen auch getan. Aber wir fanden dann in Abwägung aller Interessen, es sei jetzt doch nicht ein so unglaublich grosses Problem, dass wir hier eine Ausnahme vom Cassis-de-Dijon-Prinzip machen wollten. Das ist eine Frage des politischen Ermessens. Wir sind jetzt zu diesem Schluss gekommen und beantragen Ablehnung der Motion.

Leuenberger Ueli (G, GE): Pouvez-vous proposer d'autres mesures au niveau de l'information et inciter plus vivement les commerces, sans contrainte légale, à prendre des mesures? Il faut avant tout, comme je vous l'ai dit, encourager les commerces de la branche qui sont prêts à agir. Les autres points concernent la formation et l'information du personnel.

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Ja, das ist richtig. Information tut immer gut. Wir haben auch im Sinn, das bei jeder Gelegenheit zu unterstreichen und zu pushen. Deswegen bin ich Ihnen auch dankbar, dass Sie den Vorstoss eingereicht haben, dass Sie mir diese Zusatzfrage gestellt haben. Ich kann mir gut vorstellen, dass dieser kleine Diskurs in die schweizerische Öffentlichkeit dringen wird und sich mancher Ladenbesitzer an den Ohren nimmt und endlich einmal diese offenen Kühlschränke nachts abdeckt.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 08.3597/4509)

Für Annahme der Motion ... 67 Stimmen

Dagegen ... 80 Stimmen